

## TOURISME

Djilali Mehri et le P-DG d'Accor  
à Constantine

«Les deux hôtels "Ibis" et "Novotel", en construction depuis quelques mois au centre-ville de Constantine, seront fonctionnels dans 24 mois.» C'est ce qu'a annoncé le porteur de ce projet, l'homme d'affaires algérien, Djilali Mehri, dans une conférence de presse tenue mardi dernier au siège de la mairie de cette ville. Ces deux structures qui sont en phase de fondations, porteront le label de la chaîne française "Accor" et conforteront les moyens d'accueil de la ville des Ponts de 280 chambres supplémentaires.

M. Mehri a évoqué des difficultés en matière d'approvisionnement des chantiers en matériaux de construction dus essentiellement, à l'exiguïté du centre-ville où le problème d'accès des engins aux chantiers. Mais, il s'est engagé à mener le projet à son terme dans les délais. Il précisera que "Ibis" et "Novotel" seront, respectivement, un trois et cinq-étoiles et révélera dans la foulée qu'il envisage d'investir d'autres créneaux économiques à Constantine. Sans discuter des détails, il a déclaré qu'il compte construire des immeubles d'affaires et édifier une chaîne de magasins commerciaux. M. Mehri a aussi vanté les facilités que lui ont accordées les autorités algériennes à travers les wilayas

d'Alger, Oran, Constantine et Tlemcen en matière de concession des terrains d'assiette.

De son côté, le président-directeur général de la chaîne "Accor", M. Pellisson, a parlé de la politique de son groupe en Algérie en général et particulièrement à Constantine. Il a précisé que "Accor" ciblera dans l'avenir les universitaires et les touristes moyens, autrement dit, faire dans la perspective de réaliser des structures d'accueil à la portée des «classes moyennes». Et de justifier ce choix par la particularité de la ville du Vieux Rocher, «ville du savoir par excellence», qui draine au long de l'année un nombre important de chercheurs, professeurs et étudiants, algériens et étrangers. «Nous allons engager des

investissements dans l'esprit d'une entreprise citoyenne qui tient une grande responsabilité sur le plan environnemental et donc, nous ne pouvons pas ignorer la réalité du terrain dans cette ville. Nous allons mettre en service des structures modernes qui prennent en considération les besoins des différents acteurs de Constantine en tenant compte que cette ville dispose d'un pôle universitaire qui amène du monde», a-t-il indiqué. M. Pellisson a constaté que «c'est tout le Maghreb qui s'éveille sur le plan économique et social et offre des perspectives commerciales des plus prometteuses, notamment en matière de tourisme». A cet effet, la chaîne "Accor", et selon les termes du même responsable, mise sur l'accompagnement du développement de l'industrie du tourisme à travers ces marchés émergents. Cette chaîne multinationale, qui gère 1360 hôtels en France, même, jusqu'ici, une trentaine de projets d'hôtels de standing international en Algérie à travers les villes d'Alger, Oran, Constantine et Tlemcen.

Par ailleurs, M. Khatim Kherraz, un membre de l'APC

de Constantine, a expliqué que la réalisation de "Ibis" et "Novotel", entre autres projets structurants du centre-ville, vise à «reprenre le tissu urbain afin d'améliorer la qualité urbaine de la capitale de l'Est sans pour autant, chasser les gens». Il rassurera les commerçants du marché de «Boumezzou» que «la municipalité n'envisage guère la délocalisation de ce marché» considérant que ces hôtels sont des entreprises génératrices d'emploi, direct et indirect, qui vont stimuler l'activité commerciale dans ce marché. «L'étude architecturale de ces hôtels a été réalisée dans la perspective de les intégrer dans l'environnement de la ville d'autant qu'ils donneront un nouveau look au centre-ville et imposeront à ses commerçants de rénover leurs locaux et améliorer la qualité du service. De plus, l'Etat va accompagner ce processus par une opération globale d'amélioration urbaine» a-t-il conclu. Il est à signaler que ces deux structures hôtelières, qui seront construites sur le terrain de l'ex-square «Panus», occuperont une superficie de l'ordre de 5900 m<sup>2</sup>.

Lyas Hallas

## CELEBRATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU A MILA

## Qui maîtrise l'eau, maîtrise la vie !

L'eau, cette richesse précieuse, inestimable, indispensable à toutes nos activités, ce don du ciel que l'on a trop tendance à croire inépuisable, l'eau au même titre que les autres ressources naturelles est une énergie vitale que l'on a tort de gaspiller, maltraiter sous prétexte de son abondance. Et pourtant, toutes ces eaux douces des rivières, fleuves, lacs et eaux souterraines qu'exploite l'humanité entière ne représentent que moins de 1% d'un volume total estimé à près de 1,5 milliard de km<sup>3</sup>. 97% de cette quantité représentent les eaux des mers et océans et 2% en réserve dans les glaciers et dans les montagnes sous forme de neige. Nos ressources en eau douce, donc, ne sont pas inépuisables, altérer la qualité de l'eau c'est diminuer sa quantité et, par conséquent, nuire à la vie de l'homme et des autres êtres vivants. Chacun de nous doit se sentir concerné par sa préservation car sa vie en dépend. Le domaine de l'eau reste, malheureusement, très mal maîtrisé en Algérie, sa gestion et sa protection ne répondent guère aux exigences de l'étape actuelle. Qui parmi nous n'a pas souffert des pénuries d'eau et du système défaillant du réseau d'assainissement ? Car notre politique de l'eau n'a jamais connu l'importance qu'elle devait avoir, elle a de tout temps employé des méthodes empiriques, juste pour colmater les brèches apparues au fur et à mesure, aux dépens d'une vision globale et rationnelle. Où sont les ouvrages hydrauliques et autres forages en mesure de répondre à la demande, sans cesse crois-

sante de la population ? Des 8 à 10 milliards de m<sup>3</sup> de pluie qu'on reçoit en une année hydrique moyenne, ou arrive tant bien que mal à régulariser le 1/10<sup>e</sup> par les barrages, et des 1,5 à 2 milliards de nos réserves annuelles en eaux souterraines, à prélever près de la moitié à peine, pour un pays qui connaît les 3/4 de l'année une sécheresse extrême. Avouons que c'est trop superficiel comme investissement ! Ces quantités exploitées couvrent déjà difficilement la consommation domestique, mais quand on sait que des secteurs comme l'industrie et l'agriculture, grands consommateurs d'eau par excellence, puisent de la même source, alors bonjour les dégâts !

Ceci ne représente que la face apparente de l'iceberg, quant à la face cachée, c'est une autre paire de manches, encore plus dramatique. Qui n'a pas entendu parler des maladies à transmission hydrique : typhoïde, choléra, méningite, hépatite, etc. ? Ces maladies restent par leur gravité et leur endemicité témoins des conditions médiocres d'hygiène et d'assainissement, sachant pertinemment que les eaux usées provenant des activités domestiques, industrielles et même agricoles renferment une charge polluante susceptible d'altérer et de contaminer nos réserves en eau, superficielles soient-elles ou profondes, d'exposer la santé des populations aux épidémies les plus désastreuses et de porter atteinte à notre environnement naturel. Toujours est-il qu'on ne peut avoir que l'eau qu'on mérite ! Car l'eau qui coule dans nos robinets passe

généralement par un long circuit. Venue d'une nappes souterraine, d'une source ou d'un barrage, elle a dû, dans la plupart des cas, subir un traitement qui l'a rendue potable. Arrivée à la consommation, elle est utilisée de plusieurs manières, donc maltraitée, polluée puis rendue à la nature. L'Algérie, pour information, déverse annuellement plus de 2 milliards de m<sup>3</sup> d'eaux usées à l'état brut, contenant tous les déchets imaginables (ce qui représente une quantité, en termes de poids, de l'ordre de 1,5 à 2 millions de tonnes de substances polluantes). Pourtant, cette même eau est appelée à servir encore et encore et, par conséquent, par ces pratiques, ou contribue grandement à la compromission de nos propres réserves et la nature ne peut nous restituer que ce qu'on lui donne, c'est-à-dire une eau polluée, compromettante, susceptible de nous causer des dégâts incalculables et incontrôlables.

Le bon sens exige de nous donc de prendre toutes les mesures nécessaires pour éliminer à la source cette pollution et préserver la qualité à des niveaux adaptés à l'utilisation qui en est prévue et doit notamment satisfaire aux exigences de la santé publique. On a tort de croire que le concept d'assainissement se limite uniquement à l'évacuation, d'une manière ou d'une autre, des eaux usées, et encore maltrise-t-on cela ? Le traitement donc est un élément important, sinon le plus important du processus d'assainissement. En Algérie, malheureusement, les stations d'épuration des eaux usées se comptent sur les doigts des deux mains, si elles ne sont pas à l'arrêt pour une raison ou une autre. A titre de comparaison, la France en compte plus de 10 000 stations. Certes, célébrer la Journée mondiale de l'eau correspondant au 22 mars de chaque année, c'est bien, la gérer d'une manière efficiente et moderne, c'est encore mieux !

A savoir que le barrage de Béni-Haroun, le plus grand complexe hydraulique du pays, d'une capacité de 1 milliard de mètres cubes et destiné à alimenter six wilayas de l'Est algérien et qui va être mis en service prochainement, continue de recevoir à nos jours les eaux usées de toutes les agglomérations situées dans le bassin versant, et le seul projet de réalisation d'une station d'épuration des eaux usées pour Mila, Grarem et Sidi-Méroane vient à peine d'être lancé. Dont acte !

A. Mhaimoud

## ELECTIONS LEGISLATIVES

## A BORDJ-BOU-ARRERIDJ

11 partis politiques  
et 8 listes libres  
en compétition

Le prochain scrutin législatif connaît une compétitivité sans merci entre les 11 partis politiques annoncés jusque-là et les prétendants à la députation au sein des formations politiques elles-mêmes, à quelques jours du délai de clôture des candidatures prévu pour le 1<sup>er</sup> avril. La population, elle, semble complètement désintéressée parce que quasiment sûre qu'il n'est question que d'un jeu répétitif de toutes les mascarades des promesses- miracles d'élus soumis dans une indifférence perpétuelle au pouvoir démesuré d'une administration désignée. Un système qui semble arranger les candidats en course vers l'APN, un nirvana qui promet des rêves, des bourses et un standing parmi les couches distinguées sinon pourquoi dans une ville aux artères éventrées, au tissu architectural humiliant, au décor dénudé de toute vie végétale, aux administrations puant la bureaucratie, au transport urbain de l'ère de l'après-pétrole, aux infrastructures de loisirs réduites au décor du western spaghetti, aux bâtisses de culture sans âme, le message de la médiocrité ne passe pas ? The sammouths connus de tous, à leur tête le FLN et le RND, se disputent rudement le duel dans la discrétion totale.

Au sein du doyen lequel dénombrerait 54 dossiers pour le moment, on évoque des noms comme A. Abada, membre du bureau politique national défini comme le deuxième homme après Belkhadem, lequel serait orienté de l'état-major du parti pour céder la place à un remplaçant béni par les commandeurs. Une rumeur, une réalité, un coup de déraillement provenant d'ailleurs ? Chose certaine, l'atmosphère est malsaine. M. Benhammadi, un industriel très puissant, certes, mais qui a dernièrement reçu un vrai coup de masse à suite de la démolition de l'une de ses somptueuses villas dont la surface dépasse largement les normes autorisées dans les terrains agricoles. Enfin B. Badreddine, un cadre de la Sonatrach, et B. Benziouche, un député bien imprégné dans le pouvoir central. Le RND, lui, aurait présenté jusqu'à présent 34 dossiers de postulants dans lesquels on favorise déjà le nom d'un homme de presse que le SG du parti tient à garder pour lui, même si l'on spéculé sur le nom de M. Zaïm, un responsable de la maison de presse. Certains responsables de la formation politique en question évoquent la piste d'une surprise qui placerait ses voix en tête du scrutin !

Le RCD agit en toute sobriété profitant du boycott du FFS, de l'appui du mouvement de citoyenneté dont le porte-parole, Amara, le fils de Oued Klouf, soutient à fond la cause du RCD et de l'affluence des signataires venus des quatre coins des Bibans, avance doucement mais sûrement pourtant extrêmement gêné par la fragilité de ses moyens financiers. Le MSP, même s'il présente en avant-plan de ses espoirs l'argument de la réconciliation interne paraît extrêmement déstabilisé. Son S G parle de 50 dossiers de candidatures et mise, outre les législatives, les scrutins locaux à travers le communiqué de son secrétariat général, un discours démesurément ambitieux comportant 540 signatures. Les 8 listes libres sont essentiellement constituées de candidats ayant fait partie des formations politiques les plus connues, renforcées par de nouveaux visages dont on ignore pour le moment la foi. Parmi les partis de figuration, on dénombre le FNA qui a failli tout de même faire la surprise dans la dernière édition électorale en frontant de justesse la possibilité de décrocher un siège, lequel avait présenté jusqu'à maintenant 17 dossiers au niveau de 28 communes, tel que le précise son numéro 1, A. Benyessaad. Non négligeable avec sa composante humaine jugée balaise, le RA tient à séduire avec son avant-projet promoteur basé essentiellement sur le développement local à travers une vision futuriste incluant tous les partenaires sociaux. Un homme assez distingué, philosophe de formation, F. Touhami, croit dur comme fer à "l'heureuse surprise". Ce qui semble néanmoins presque certain au milieu de cette ambiance tendue, c'est que le taux de participation des votants prédit une barre largement au-dessous des espérances des coureurs vers le trophée.

Saâdène Ammara

DEGRADATION  
DU CADRE DE VIE  
La grogne des citoyens

Les rues et les trottoirs de la ville de Bordj-Bou-Arreridj sont dans un état déplorable. L'eau y stagne, creusant des nids-de-poule qui mènent la vie dure aux automobilistes. Les débris envahissent les quartiers. Les voitures se garent n'importe où, les signalisations ne fonctionnent pas bien, les passages pour piétons sont pratiquement inexistantes, absence d'espaces verts... Les citoyens assistent, impuissants, à l'effondrement de la ville.

Dans certains endroits, l'APC fait des retouches ; dans d'autres, rien a changé depuis des lustres. Les autorités locales sont invitées par la population à se doter d'instruments nouveaux pour maîtriser l'urbanisme, en tirer parti, et en limiter les dégâts éventuels. En bref, les citoyens réclament aux responsables locaux une ville propre.

Layachi Salaheddine

Ain-Beida revient sur l'histoire  
des héros du 19 Mars

En commémoration de la journée du 19 Mars, l'APC de Ain-Beida a organisé une cérémonie à la hauteur de cet événement. Moudjahidine et fils de chouchada sont conviés à cette conférence-débat animée par D. Noureddine, illustre universitaire, qui a retracé la genèse des héros combattants et les sacrifices qui ont abouti à cette date historique. Les membres de l'APC ont créé une autre surprise d'ordre scientifique celle-là, l'invitation des lauréats des établissements scolaires ayant obtenu une moyenne de 18/20 et plus.

L'objectif recherché à travers cette initiative louable à plus d'un titre consiste à transmettre l'histoire aux futures générations. En marge de cette conférence, M. Harnane, président d'APC, a conduit les étudiants lauréats dans son propre bureau autour d'une collation conviviale. Les membres de l'APC ont promis des récompenses conséquentes à l'occasion du 16 avril (Youm El Ilm) prochain ainsi qu'une excursion à destination de la Tunisie en faveur de ces lauréats.

Mouna Chthata